

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Du 9 janvier 2006

**prescrivant à la Société ORANGINA SCHWEPPE HOLDING
des contrôles de la nappe phréatiques autour du site industriel qu'elle exploitait sur le territoire de la
commune de FEGERSEIM.**

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le Code de l'environnement, livre V, titre premier, et notamment son article L.512-7,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 18,
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juin 1999 autorisant la Société ORANGINA SCHWEPPE à exploiter une usine de conditionnement de boissons sur le territoire de la commune de FEGERSEIM,
- VU** la déclaration de cessation d'activités en date du 20 novembre 2002, complétée par les études et mémoires en date du 7 juin 2004, du 4 août 2005 et du 21 octobre 2005,
- VU** le rapport du 14 novembre 2005 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la Commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques en date du 6 décembre 2005,

CONSIDÉRANT que, suite aux opérations de dépollution du site effectuées en 2005 (pollution par hydrocarbures), il est nécessaire de continuer de procéder à un contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site,

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les prescriptions complémentaires suivantes sont imposées à la Société ORANGINA SCHWEPPEES HOLDING (siège social : 12-14, rue Belgrand 92309 LEVALLOIS-PERRET), concernant le site industriel qu'elle exploitait sur le territoire de la commune de Fegersheim :

Article 1.1. Modalités de surveillance des eaux souterraines

La société ORANGINA SCHWEPPEES HOLDING mettra en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines du site qu'elle exploitait.

Le réseau de contrôle sera constitué des piézomètres P1, P6 et P8, tels que définis sur le plan joint en annexe du présent arrêté. Toutes dispositions seront prises pour garantir la pérennité de ces ouvrages en cas de démolitions des bâtiments ou infrastructures effectuées sur le site.

La fréquence des contrôles sera semestrielle la première année, puis annuelle.

Les contrôles porteront sur les hydrocarbures totaux.

Au vu des résultats des deux premières années d'analyses et à la demande de la société ORANGINA SCHWEPPEES HOLDING ou d'un repreneur du site, une réactualisation des modalités de contrôle pourra être effectuée après accord de l'inspection des installations classées.

Article 1.2. Communication des résultats

La société ORANGINA SCHWEPPEES HOLDING transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des analyses dès qu'elle en aura connaissance, accompagnés de commentaires éventuels sur les valeurs relevées.

Si une anomalie est constatée, la société ORANGINA SCHWEPPEES HOLDING en informera l'inspection des installations classées, et en suggèrera les causes possibles.

En cas de détérioration de la qualité des eaux souterraines, la société ORANGINA SCHWEPPEES HOLDING, en accord avec l'inspection des installations classées, prendra toutes dispositions pour que la surveillance des eaux souterraines soit renforcée. Ces dispositions pourront se traduire en particulier par :

- un raccourcissement du délai entre les prélèvements,
- un renforcement du programme d'analyse prévu,
- une augmentation du nombre de points de prélèvement.

Article 2 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société ORANGINA SCHWEPPEES HOLDING.

Article 3 : Publicité

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté en énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de FEGERSHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 4 : Exécution – Ampliation

- le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Maire de la commune de FEGERSHEIM,
- les Inspecteurs des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société ORANGINA SCHWEPPE HOLDING .

LE PREFET

Délais et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.